



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Préfecture

Direction de la Coordination des Services de l'État
Bureau des Procédures Environnementales
Section Prévention des Risques Industriels

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie
d'Ile-de-France**

Unité Départementale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2019/19/DCSE/BPE/IC du 11 avril 2019
portant mise en demeure à l'encontre de la société SILEC CABLE de respecter
certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, pour le site
sis rue de Varennes Prolongée à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77 130)**

La Préfète de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, Livres I^{er} et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 060 du 5 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société SILEC CABLE sise à MONTEREAU-FAULT-YONNE,

Considérant que l'établissement exploité par la société SILEC CABLE, sur le territoire de la commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE, est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés notamment par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2010 susvisé et les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables,

Considérant que l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, n'est pas respecté,

Considérant le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Départementale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France du 17 décembre 2018, suite à la visite d'inspection du 20 novembre 2018,

Considérant que des non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2018,

Considérant que les éléments de réponse transmis par la société SILEC CABLE par courrier du 6 février 2019, reçu le 13 février 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire de la proposition de mise en demeure, ne répondent pas aux exigences demandées,

Considérant le rapport du 3 avril 2019 de l'Inspection des Installations Classées, suite aux éléments reçus le 13 février 2019, proposant de mettre en demeure la société SILEC CABLE, pour son site sis Rue de Varennes Prolongée à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130), de respecter sous 6 mois certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 février 1998,

Considérant que la société SILEC CABLE ne respecte pas l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, car ces installations ne respectent pas le flux annuel limite des émissions diffuses de COV et qu'elle ne dispose pas d'un schéma de maîtrise des émissions conforme à l'article 27°-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,

Considérant que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par les arrêtés susvisés,

Considérant que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident,

Considérant que ces impacts sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SILEC CABLE, dont le siège social est situé rue de Varennes Prolongée 77876 MONTEREAU Cedex, est mise en demeure de respecter sous 6 mois :

- l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en respectant le flux annuel des émissions diffuses de COV ou en mettant en place un schéma de maîtrise des émissions conformément à l'article 27°-e de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : INFORMATIONS DES TIERS

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de MONTEREAU-FAULT-YONNE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins du maire à la préfecture de Seine-et-Marne (DCSE – PPPUP – 12 rue des Saints-Pères – 77010 Melun cedex). dressé par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr>) qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 : EXECUTION

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- Mme la sous-préfète de PROVINS,
- M. le maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société SILEC CABLE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à MELUN, le 11 avril 2019

La préfète,
Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture

Nicolas de MAISTRE

DESTINATAIRES D'UNE COPIE :

- M. le directeur de la société SILEC CABLE,
- Mme la sous-préfète de PROVINS,
- M. le maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
- M. le chef du bureau interministériel de défense et de protection civile (Préfecture – BIDPC),
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- Mme la déléguée départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT – SEPR),
- M. le chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (UD DIRECCTE).

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
 - par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site Internet des services de l'Etat en Seine-et-Maine.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

